

Nous entendons parler d'agriculteurs d'Europe de l'Est qui sont désillusionnés parce qu'on ne leur dit plus quoi produire ni combien demander pour leurs produits. Nous entendons également parler de directeurs d'usines qui sont furieux parce que leurs clients et leurs fournisseurs ne sont plus déterminés à l'avance. D'avoir à mettre une démocratie sur pied en l'espace de douze mois constitue en elle-même une tâche herculéenne, mais d'avoir à mettre une démocratie sur pied tout en menant une révolution économique semble quasi inimaginable. Les dangers sont évidents. La démocratie rejette la répression. Dans une démocratie, les gens ont le droit de faire ce qu'ils veulent. Mais qu'arriverait-il si ces gens refusaient de suivre les lois du marché? Qu'arriverait-il s'ils attendaient tout simplement que l'État leur dise comment s'y prendre pour devenir libres? Qu'arriverait-il s'ils résistaient à l'appât du gain et s'ils trouvaient refuge dans la prévisibilité d'une économie dirigée?

Il existe un danger encore plus grave. La période de transition économique sera difficile et dans certains cas, effrayante. Les salaires vont chuter. Les prix vont grimper. Le taux de chômage va monter en flèche. Et c'est sur le nouveau régime démocratique, non sur l'ancien régime, que le blâme sera rejeté.

Les Canadiens, comme il se doit, veulent aider à transformer l'Europe de l'Est et l'URSS. Nous fournissons une aide alimentaire et une compensation technique, procédons à un rééchelonnement des dettes, encourageons le commerce et les investissements et participons pleinement aux initiatives de la nouvelle Banque pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est. Mais le gouvernement du Canada et les Canadiens doivent faire encore plus. Ce que j'aimerais bien faire ressortir au sujet du Bloc de l'Est c'est que les changements ne font que commencer et que le plus difficile reste à faire. Nous devons bien comprendre ce qui se passe et nous engager à long terme à apporter notre secours.

J'aimerais aujourd'hui vous exposer les possibilités économiques qui s'offrent en ce moment aux Canadiens et aux Albertains à la suite des changements qui s'effectuent un peu partout dans le monde.

Nous sommes un pays qui jouit de la confiance du reste du monde. Notre longue tradition de franche diplomatie, de respect intégral des accords négociés et d'arbitrage impartial nous a mérité une réputation enviable qu'il nous faut chérir.

Il nous faut la chérir non pas simplement en raison de sa valeur propre. Il nous faut la chérir parce que les nations qui jouissent de la confiance des autres sur le plan de la diplomatie recueillent également la confiance sur le plan commercial.